RELIGIONS Eclairage sur le mois méconnu de Chaabane qui, dans l'islam, précède celui du Ramadan. **12**

ANALYSE En France, la lutte des classes dans les alpages entre bergers syndiqués et patrons éleveurs. **14**

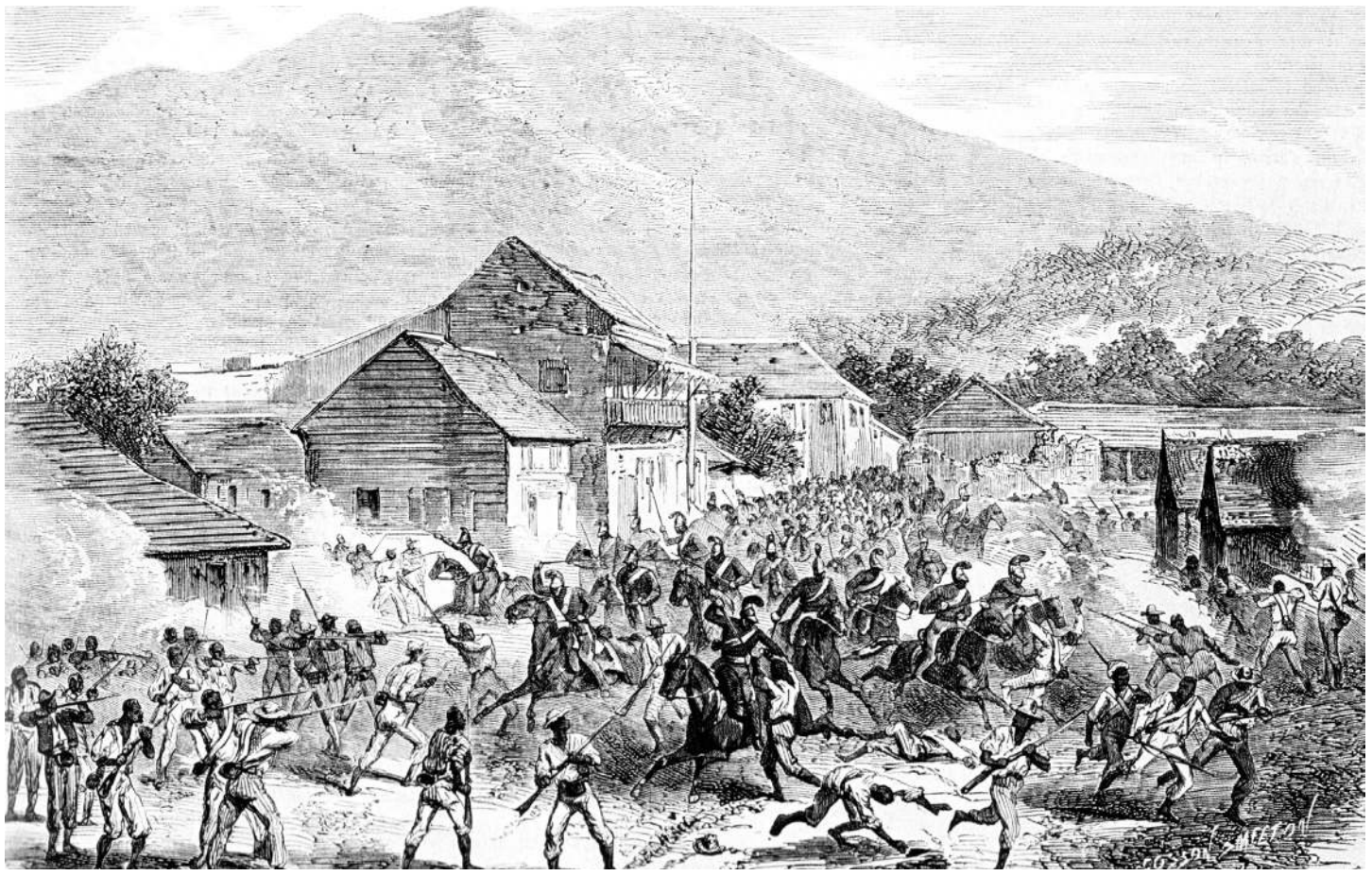
le**MAG** Les frères Zurcher bouclent leur trilogie animalière avec la comédie noire *Le moineau dans la cheminée*. **19**

En 1825, la France tentait de casser la révolution victorieuse des esclaves haïtien·nes. Elle leur imposait une rançon dont les effets se font sentir jusqu'à aujourd'hui.

Briser une révolution par la dette

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUY ZURKINDEN

Haïti ▸ Il y a deux cents ans, le roi de France Charles X imposait une dette colossale à Haïti, lui faisant payer cher sa révolte victorieuse contre les esclavagistes. L'ancienne puissance coloniale condamnait ainsi la jeune république à un cycle de dépendance et de crises qui dure jusqu'à aujourd'hui. Dans un récent ouvrage, Frédéric Thomas, docteur en sciences politiques et chargé de recherche au Centre tricontinental (Cetri), revient sur cet épisode volontairement oublié[1]. Il a répondu aux questions du *Courrier*.



Les esclaves se soulèvent en 1791, s'ensuivent treize années de révoltes et de combats, au bout desquels les rebelles battent les troupes françaises.
DOMAINE PUBLIC

Votre ouvrage rappelle qu'Haïti a été le théâtre de la première révolte victorieuse d'esclaves de l'histoire moderne.

Frédéric Thomas: A la fin du XVIIIe siècle, Haïti est une colonie française, nommée Saint-Domingue. Elle est la principale productrice de canne à sucre dans le monde. Son économie, tournée vers la métropole, est basée sur le travail esclave.

En 1791, les esclaves se soulèvent. Sous la pression des événements, la France abolit l'esclavage en 1794. S'ensuivent treize ans de révoltes et de combats, au bout desquels les rebelles battent les troupes françaises dépêchées par Napoléon. Le 1er janvier 1804, l'ancienne colonie proclame son indépendance et prend le nom d'Haïti. Elle devient ainsi la première nation issue de la révolution d'esclaves noirs.

Quelle est la réaction de la France ?

Elle va longtemps vouloir reconquérir son ancienne colonie. Puis, le 17 avril 1825, le roi Charles X, qui incarne la réaction, «ordonne» à Haïti de «dédommager les anciens colons» en leur payant une indemnité de 150 millions de francs-or. A ces conditions, l'ancienne puissance coloniale «concède» l'indépendance à un pays qui s'est libéré vingt-et-un ans plus tôt. Il s'agit d'un phénomène unique: pour la première fois dans l'histoire, le vainqueur d'une révolution doit indemniser les vaincus!

Comment la France impose-t-elle cette dette?

Par la force. Charles X envoie une flottille de guerre dans le port de Port-au-Prince et fixe un ultimatum au gouvernement haïtien: si ce dernier refuse de payer, l'île sera envahie.

Le contexte est très défavorable à la jeune république, dont aucun Etat ne reconnaît l'indépendance. Aux yeux des nations dites civilisées, pour la plupart esclavagistes et colonisatrices, il est inacceptable qu'une ancienne colonie se libère en prenant les armes.

Cette dette scelle aussi une alliance entre l'oligarchie haïtienne et la France.

En 1825, la nouvelle élite haïtienne est sous pression. Elle veut reproduire le modèle économique hérité de la colonie, basé sur des monocultures destinées à l'exportation. Cela implique de renvoyer les anciens esclaves trimer dans les plantations. Or la population rurale s'y oppose. Elle privilégie en effet la production de petites cultures destinées à alimenter la famille, le village, etc. En parallèle, elle est très hostile à l'ancien colonisateur. Dans ce contexte, des révoltes éclatent dans les campagnes. Le gouvernement va s'appuyer sur l'accord signé avec la France pour imposer son modèle.

Pour quelle raison la France impose-t-elle cette lourde dette?

Charles X veut reprendre le contrôle sur son ex-colonie et continuer à surexploiter ses ressources naturelles. En parallèle, il veut punir ces esclaves qui se sont libérés et casser l'exemple que pourrait constituer cette révolte victorieuse.

Quel va être son impact sur le pays?

La somme exigée est colossale. Elle correspond à environ 525 millions d'euros actuels, soit 19% des revenus annuels d'Haïti à l'époque. Le jeune Etat est ainsi contraint d'emprunter aux banques françaises, qui exigent des intérêts très élevés.

Il ne pourra rembourser cette créance qu'en 1880. Quant au paiement des intérêts, il durera jusqu'au XXe siècle.

En obligeant le pays à restaurer l'économie de plantation pour payer ses créditeurs, cette créance fige un modèle économique dépendant, tout en consolidant le pouvoir de l'oligarchie haïtienne. Elle enferme le jeune Etat dans une spirale d'endettement et de sous-développement – un «néocolonialisme de la dette», pour reprendre la formule de l'économiste Thomas Piketty.

Quel a été le rôle de la Banque nationale dans ce contexte?

En 1880, la France va créer la Banque nationale d'Haïti. Contrôlée par un conseil d'administration basé à Paris, cette institution n'a rien de «nationale». Elle est aux mains d'une banque française, le Crédit industriel et commercial (CIC), aujourd'hui propriété du groupe Crédit Mutuel. Son objectif est de contrôler l'économie du pays et d'en siphonner les ressources financières.

Le pays va ensuite passer sous domination étasunienne.

A partir de la fin du XIXe siècle, les Etats-Unis prennent le contrôle sur Haïti. En 1910, la National City Bank, ancêtre de Citigroup, entre au capital de la Banque nationale. Entre 1915 et 1934, les Etats-Unis vont même occuper militairement l'île. Selon une étude du *New York Times*, en dix ans, un quart du revenu total d'Haïti est parti en remboursement de dettes contrôlées par la National City Bank. Et l'ancienne colonie exporte désormais massivement le sisal et le bois vers l'Amérique du Nord, ce qui va entraîner un épuisement des ressources et des sols.

Le rôle de cette dette est peu souvent évoqué.

La communauté internationale n'a jamais cessé d'intervenir dans les affaires intérieures d'Haïti, renforçant chaque fois le pacte néocolonial conclu en 1825 – tout en passant sous silence l'histoire de cette dette.

De leur côté, les mouvements sociaux et les intellectuels haïtiens exigent depuis longtemps des réparations. Mais leur revendication a peu été reprise par l'Etat haïtien. En 2004, le président Aristide formule une demande de dédommagement à l'Etat français. Mais il s'agit avant tout d'une opération opportuniste.

Comment mettre fin à ce silence?

Le bicentenaire de cette dette peut être l'occasion de réparer cette injustice historique. L'objectif de mon livre est d'ailleurs de participer à la campagne menée par les mouvements haïtiens. Aujourd'hui, il est indispensable de décoloniser notre regard sur l'île. Cela implique des excuses, des réparations financières, un nouveau narratif ainsi que la fin de l'ingérence néocoloniale dont Haïti a tant souffert. **I**

[1]Frédéric Thomas: *Haïti. Notre dette*. Syllepse, 2025.

Haïti s'enfonce encore dans le chaos

Depuis le mois d'avril 2024, un Conseil de transition dirige Haïti. Comment la situation a-t-elle évolué?

Malheureusement, elle s'est encore détériorée. Au cours de la dernière année, 5600 personnes ont été tuées par les gangs. On compte plus d'un million de personnes déplacées, et les bandes armées contrôlent 85% de la capitale, Port-au-Prince. Le Conseil de transition est incapable de répondre aux aspirations de la population, qui veut une véritable lutte contre les mafias.

La communauté internationale a aussi démontré son incapacité à appuyer des mesures efficaces visant à mettre fin aux violences.

Quelles seraient ces mesures ?

Il faudrait appliquer l'embargo sur les ventes d'armes et de munitions décrété par les Nations unies. Car aujourd'hui, les armements continuent d'affluer depuis les Etats-Unis. En parallèle, il faudrait lutter contre les membres de la classe politique et de l'oligarchie qui financent ces gangs – après les avoir utilisés pour casser le mouvement social, en 2018-2019. Malheureusement, le régime de sanctions décidé par l'ONU ne cible pratiquement que les chefs des bandes armées.

La mission internationale a-t-elle un effet positif?

Cette force, composée jusqu'à présent de quelque 800 policiers, dans leur majorité kényans, n'a eu aucun impact concret sur le terrain. La présence de ces policiers a été demandée par le gouvernement non élu d'Ariel Henry, lié aux bandes armées et très impopulaire. La question de sa légitimité se pose donc. Sans compter que l'opacité règne sur des aspects décisifs de cette intervention – son contrôle, son financement, sa stratégie ou sa durée.

Dans le passé, les missions internationales ont amené beaucoup de problèmes à Haïti. Elles ont aussi participé à l'affaiblissement des institutions publiques. Lorsque ces militaires étrangers partent, les problèmes structurels restent, constituant le terreau pour de nouvelles explosions de violence.

Y a-t-il malgré tout des signes d'espoir?

Oui. Bien que frappés de plein fouet par l'insécurité et la violence, les mouvements sociaux haïtiens continuent à se mobiliser. Ces acteurs portent un vrai projet de refondation nationale, rompant avec la logique prédatrice de la classe gouvernante, ainsi qu'avec l'ingérence des Etats-Unis et de leurs alliés. En revanche, ils n'ont malheureusement pas de relais au sein de la classe politique, qui est largement décrédibilisée.

PROPOS RECUEILLIS PAR
GZN